

POLITIQUE AFRICAINE ET LES AUTRES

Ce numéro de Politique africaine est une première. Modeste, mais réussie, aux lecteurs de juger. En effet, les responsables du dossier qui suit ne sont pas membres de l'Association des chercheurs de Politique africaine. Certains de nos lecteurs ou de nos collaborateurs avaient déjà, à plusieurs reprises, et discrètement, soulevé le problème de notre « ethnocentrisme » éditorial. La diversité des thèmes et des opinions offerts par les dix-sept numéros précédents ne peuvent que relativiser ce sentiment : la qualité de l'analyse et de l'information comme la liberté de penser restent nos principes de base.

Néanmoins la fabrication intellectuelle d'une revue a ses contraintes. Il y a tant de sujets et de problèmes que nous tenons à voir aborder que nous avons voulu nous assurer nous-mêmes des priorités. 600 pages par an, cela fait peu en fin de compte. C'est pourquoi nos lecteurs apprécieront d'autant plus la vigueur des analyses et le sérieux de la documentation de l'équipe du Centre d'étude et de documentation africaine de Bruxelles. Cette première tentative en appellera donc d'autres. Notre préférence va vers des travaux collectifs ou d'équipe qui défrichent un domaine important et mal connu. Cette invitation n'est pas un appel d'offres permanent mais une volonté d'élargir le cercle de ceux qui se reconnaissent dans notre projet et dans notre manière de faire.

C'est dans un même état d'esprit d'ouverture et surtout de défense et illustration de la discussion scientifique... et politique, que nous inaugurons, en pointillé, une rubrique de discussion à propos de la crise de l'État africain. Depuis quelques années, un débat sérieux s'est engagé autour du thème de la crise de l'État en Afrique, que ce soit l'État en tant que système politique et de représentation ou l'État en tant qu'instrument du développement. Politique africaine a contribué

à sa façon à ce débat avec sa discussion de l'ouvrage de Y.A. Fauré et J.F. Médard, État et bourgeoisie en Côte-d'Ivoire (n^{os} 6 et 9), son numéro sur la démocratie en Afrique (n^o 11) et enfin son numéro sur les paysans et le pouvoir en Afrique noire (n^o 14). Nous avons essayé, dans ce dernier numéro, de nous faire l'écho de la variante « anglo-saxonne » de ce débat en traduisant les commentaires de R. Jeffries sur un ouvrage de R. Bates et ceux de P. Geschiere sur un ouvrage de G. Hyden. Il nous a semblé nécessaire de poursuivre cette discussion en traduisant notamment d'autres protagonistes de ce débat anglo-saxon.

Nous commençons ce « feuilleton » avec la publication d'un article de Goran Hyden, politiste suédois, responsable de la Fondation Ford pour l'Afrique orientale, qui réaffirme ici les raisons de son point de vue face aux critiques de P. Geschiere. Nous y incluons également les commentaires d'Alain Morice sur les hypothèses de Claude de Miras concernant l'économie populaire spontanée.

Nous publierons dans un prochain numéro une étude de Richard Sandbrook, « L'État africain en crise : la personnalisation du pouvoir et la stagnation capitaliste ». On trouvera également dans la chronique bibliographique de ce numéro et des prochains des notes de lecture sur plusieurs des livres évoqués dans ces divers commentaires.

J.C.